

COLLECTIF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TOUS UNIS POUR  
LA NUTRITION

« TUN »



**Rapport d'étude sur l'intégration multisectorielle de La nutrition dans les politiques et stratégies de développement au Niger**



## Equipe des Consultants

- ¶ Dr Aboubacar MAHAMADOU ; MD/ AT Santé Nutrition Consultant Principal
- ⌘ Habibatou Mahamadou Mahazou ; Communicatrice Journaliste
- ⌘ Oumarou Garba, Spécialiste en Sciences Sociales
- ⌘ Kaleram Aissami ; Specialiste santé de la Reproduction
- ⌘ Chaibou Malan Mamane ; Epidémiologiste ; Ms Nutrition

## **Table des matières**

REMERCIEMENTS

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

## PART I – INTRODUCTION

- I. Justification
- II. But et Objectifs
- III. Méthodologie
- IV. Résultats attendus
- V. Déroulement des travaux
- VI. Structure du Rapport
- VII. Les limites de l'étude

## PART II – CONTEXTE

- VIII. Revue des engagements en faveur de la nutrition au Niger
  - VIII.1. Engagements Internationaux en faveur de la nutrition
  - VII.2. Engagements Nationaux en faveur de la nutrition
- IX. Evolution du contexte social, économique et Nutritionnel au Niger

## PART III– ANALYSE DES STRATEGIES DES SECTEURS CONTRIBUTIFS CLES

- X. Identification des secteurs contributifs
- XI. Hiérarchisation des directives Nationales clés analysées
- XII. Analyse des principaux Documents de reference des secteurs clés

## PART VII - CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- XIII. Conclusion
- XIV. Recommandations

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

## ANNEXES –

## Guide d'interview

### Liste des Graphiques et Tableaux

#### Acronymes :

-  **ACF** : Action Contre la Faim
-  **ANFCT** : Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
-  **AFD** : Agence Française de Développement
-  **CIO** : Conseil Interministériel d'Orientation
-  **CMPS** : Comité Multisectorielle de Pilotage de l'axe Stratégique
-  **CILSS** : Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
-  **CNEDD** : Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
-  **CSA** : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
-  **CEDEAO** : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
-  **DGA** : Direction Générale de l'Agriculture
-  **DEP** : Direction des Etudes et de la Programmation
-  **DGR** : Direction des Génies Rural
-  **DN** : Direction de la Nutrition
-  **DNPGCCA** : Dispositif National de Prévention de Gestion des Crises et Catastrophe Alimentaire
-  **DPG** : Déclaration de Politique générale du Gouvernement
-  **MEL** : Ministère de l'Elevage
-  **MAG** : Ministère de l'Agriculture
-  **MESUDD**: Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable
-  **EDSN** : Enquête Démographique et de Santé au Niger
-  **ECOWAP** : Politique Agricole Commune de la CEDEAO
-  **EPER** : Enquête Prévision et Estimations des Récoltes
-  **FISAN** : Fond d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
-  **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation
-  **GDT** : Gestion Des Terre

-  **HCVN : Haut Commissariat à la Vallée du Niger**
-  **HC3N : Haut-Commissariat à l'Initiative 3N**
-  **INRAN : Institut National de Recherche Agronomique du Niger**
-  **INS : Institut National de la Statistique**
-  **ICRISAT : Institut International de Recherche sur les Cultures en Zones Semi  
Tropicale**
-  **MAM : Malnutrition Aigüe Modérée**
-  **MICS : Enquête démographique et de santé**
-  **MAS : Malnutrition Aigüe Sévère**
-  **NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique**
-  **ONU : Organisation des Nations Unies**
-  **ODD : Objectifs de Développement Durable**
-  **OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement**
-  **OMS : Organisation Mondiale de la Santé**
-  **ONG : Organisations Non Gouvernementales**
-  **PIB : Produit Intérieur Brut**
-  **PNUD : Programme des Nation Unie pour le Devoir**
-  **PDES : Plan de Développement Economique et Social**
-  **SAN : Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle**

## RESUME EXECUTIF

Ce rapport sur l'étude du niveau d'intégration de la nutrition dans les politiques et stratégies de développement entre dans le cadre des analyses de la situation Nutritionnelle par le collectif de la Société civile « Tous Unis pour la Nutrition » (TUN). Il vise à mieux faire comprendre les avantages des stratégies de développement pro-nutrition et la lutte contre la malnutrition comme meilleur investissement en termes de Coût – bénéfices parmi toutes les solutions identifiées pour combattre les plus grands défis qui menacent le monde<sup>i</sup>. La malnutrition chez les enfants de moins de Cinq (5 ans) et chez les femmes enceintes et mères allaitantes reste un des plus grands défis qui menace le monde en ceci qu'elle gendre une réduction potentielle supérieure à 10 % des revenus d'une vie entière pour chaque personne malnutrie et des Pertes en termes, de PIB supérieures de 2 à 3 %<sup>ii</sup>.

Malgré toutes ces évidences irréfutables, la Nutrition ne dispose que d'un faible statut, avec des actions à petites échelles et par conséquent des résultats très faibles et peu visibles, entretenant le cycle de faible priorité dans les politiques de la plus part des pays en développement.

### Graphique 1 : Cycle de Faible Priorité

C'est dans ce contexte qu'en Avril 1 2010 l'Initiative pour le renforcement de la nutrition, Mouvement International « Scaling Up Nutrition, SUN » vit le jour afin de plaider en faveur de la lutte contre la malnutrition des enfants dans le Monde.

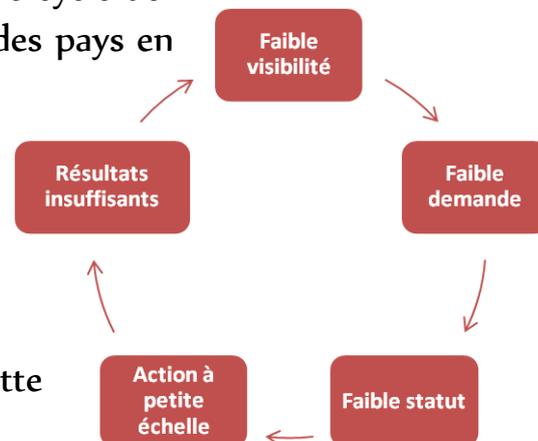
Une feuille de route a été alors soumise et adoptée par l'assemblée des Nations Unies pour les OMD tenue du 20 au 22 Septembre

Septembre 2010,

Une équipe dirigée par le Secrétaire Général Spécial pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Dr David

Nabarro, a été chargée du Suivi de mise en œuvre de ladite feuille de route.

Le Niger a adhéré au Mouvement SUN en 2011 nationale, après une demande, adressé à Dr David Nabarro en février 2011.



La feuille de route pour la mise à l'échelle de la nutrition préconise ainsi, à tous les acteurs intervenant dans le développement de travailler ensemble afin de faire de la nutrition une priorité pour le développement.

Les acteurs identifiés sont organisés en réseaux qui sont, i) Le réseau des gouvernements, ii) le réseau des Universitaires, iii) le réseau des bailleurs de fond, iv) le réseau du Système des Nations Unies, v) le réseau du secteur privé et vi) le réseau de la Société Civile représenté au Niger par le Collectif TUN.

Au terme de la mise en œuvre des OMD et à la veille des ODD de l'après 2015, la quasi-totalité des réseaux SUN sont actifs, des réformes ont été conséquemment amorcées, un fort plaidoyer est constamment mené par le collectif TUN avec l'appui de ses partenaires et des interventions aussi bien directes que sensibles à la nutrition ont été mises en œuvre par acteurs.

La présente étude identifie les secteurs et acteurs clés gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans le développement afin d'évaluer le respect des orientations internationales, la place de la nutrition dans les politiques et stratégies nationales ainsi que le niveau de leur mise en œuvre.

# **P**ARTIE 1 : INTRODUCTION

## 1. JUSTIFICATION :

Le Sahel constitue la sous région où les taux de mortalité infanto-juvénile et de malnutrition sont les plus élevés dans le monde. En effet, le tiers (1/3) des enfants de moins de 5 ans présentent une insuffisance pondérale et les taux de retard de croissance varient de 28 % au Mali à 45 % au Niger. iii Même au cours d'une année dite de « bonne de campagne agropastorale », les taux de malnutrition aigüe globale restent structurellement au-dessus des seuils d'alerte (10%) et on estime qu'en moyenne 4 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique et 1,5 millions souffrent de malnutrition aigüe à n'importe quelle période de l'année.

La malnutrition est la cause sous-jacente de 56% des décès.iv Le nombre d'enfants malnutris à traiter ne cessent de progresser du fait des taux de croissance démographique galopant dans plusieurs pays de la sous-région et le fort niveau de pauvreté et de vulnérabilité des populations.

La récurrence des chocs (sécheresses, hausse des prix, attaque de criquets, conflit) et la pauvreté sous-jacente ainsi que le manque d'accès à l'eau potable et les déficits d'accès à des services de santé de qualité et d'autres services de base sont entre autres, les défis qui affectent l'état nutritionnel des populations dans la sous région. Malgré une amélioration de la croissance économique, l'ONU et ses partenaires régionaux estiment que près de 20 millions de personnes sont actuellement menacées par l'insécurité alimentaire au Sahel, et que 2,5 millions d'entre elles ont besoin de secours alimentaires d'urgence<sup>5</sup>.

A ce profil peu reluisant se greffe une situation sécuritaire préoccupante dans la sous région (Mali, Niger-Nigeria-Tchad-Libye) montrant encore un besoin urgent de s'attaquer plus efficacement aux causes fondamentales, sous-jacentes et immédiates de la malnutrition et de construire des moyens d'existences résilients dans la région.

Pour ce faire une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire, considérant la nutrition comme un point d'entrée pour les programmes de développement est indispensable.

Le concept de base de développement et la nutrition est illustré selon le principe que la sécurité alimentaire permette la production alimentaire pour la consommation et / ou la création de revenus, une bonne nutrition ; les pratiques adéquates de santé et de soins, incluant la prévention des maladies et l'accès aux soins, ainsi que la consommation d'aliments diversifiés et sains garantissant la santé (Johnson-Welch et al. 2005). La

Nutrition est donc de fait multisectorielle et les stratégies pour améliorer la nutrition devraient donc inclure les contributions de tous les secteurs liés directement et/ou indirectement à la malnutrition.

La question de la nutrition se pose alors comme un problème de développement et l'un des plus grands défis du monde à cause de son coût humain et économique important. La lutte contre la malnutrition est ainsi classée par le consensus de Copenhague de 2008 comme le meilleur investissement en termes de coût – bénéfices parmi toutes les solutions identifiées pour combattre les plus grands défis qui menacent le monde.

La nutrition est en plus une question de droit humain, un devoir moral, un impératif éthique ! Le droit à l'alimentation est reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. En outre, le droit à l'alimentation de certains groupes de population a été reconnu dans plusieurs conventions internationales. C'est pourquoi les États se sont engagés à réduire de moitié, d'ici à 2015 (OMD1), la proportion des personnes qui souffrent de la faim à travers la Déclaration du Millénaire, adoptée par l'Assemblée générale en 2000.

L'adhésion des États comme le Niger à d'autres dynamiques internationale et sous régionale favorable à la nutrition comme le Mouvement de renforcement de la Nutrition (SUN : Scaling Up Nutrition) , aux initiatives d'amélioration de la résilience incluant l'amélioration de la nutrition comme une des priorités majeures (AGIR, Zero Hunger), Le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) traduit la volonté des autorités nigériennes à combattre la malnutrition. C'est ainsi qu'au Plan national, la Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et du Développement Agricole durable (SAN/DA), communément appelée Stratégie 3N, « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », a été adopté en 2012 pour mieux animer, coordonner les interventions de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et mobiliser davantage les ressources nécessaires en faveur de la Nutrition.». Cependant, il est connu que les professionnels de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la nutrition et de la santé peinent à travailler ensemble ! Des initiatives comme REACH, auquel le Niger a adhéré en 2011 a pour vocation d'aider les acteurs (Gouvernement et partenaires) à mieux conjuguer leurs efforts et impacter durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Pour mieux apprécier le niveau de mise en œuvre des orientations internationales, la place de la nutrition dans le développement et les perspectives de l'après 2015, le Collectif TUN a identifié les principaux acteurs de développement au Niger afin d'analyser, i) les politiques et stratégies pour la partie Gouvernementale et ii) les Plan Stratégiques des autres acteurs, dans l'optique d'un recadrage de ses activités de plaidoyer en faveur de la Nutrition et de mieux positionner le pays dans les ODD.

## II. OBJECTIFS

L'objectif de cette étude est produire un rapport d'analyse des politiques et stratégies en lien avec la nutrition au Niger.

Plus spécifiquement il s'est agi de déterminer la place de la nutrition dans les documents Politiques, stratégiques et opérationnels de développement au Niger, son niveau d'intégration dans le secteur et avec les autres secteurs de relever les points de plaidoyer en faveur de la nutrition et faire des recommandations pour une meilleure intégration multisectorielle de la nutrition.

## III. METHODOLOGIE

Pour atteindre l'objectif assigné à l'étude, il a été procédé ainsi que suit :

- ✓ **Entretien avec les acteurs identifiés** : Les secteurs et Départements Ministériels clés en lien avec la nutrition ont été sélectionnés sur une base multisectorielle, (interventions sensibles ou directes en nutrition. Un questionnaire a été préalablement élaboré et soumis par des enquêteurs recrutés à cet effet aux principaux responsables des interventions dans les secteurs ciblés. Le questionnaire (voir annexe) et la lettre d'information ont été adressés par le collectifs TUN aux Institutions identifiées.
- ✓ **Analyse documentaire** :
  - Les principaux documents analysés :
    -  Pour les institutions nationales (l'agriculture, l'élevage et population, environnement, Hydraulique éducation), qui n'ont ni transmis leurs politiques sectorielles et ou plans stratégiques par mail ni répondu aux enquêteurs, les documents en possession du Département suivi /évaluation du Haut Commissariat à l'Initiative3N ont servi dans l'analyse.
    -  Pour les Agences du Système des Nations Unies, le cadre de

coopération-pays de l'agence et l'UNDAF ont été utilisés

- Seules les Organisations, de la Société Civile, du Secteur Privé, les institutions de recherche les Universités, ainsi que les Organisations non gouvernementales qui ont reçu les enquêteurs et répondu au questionnaire et ou transmis leurs documents de référence sont pris en dans cette enquête.

#### **IV. Résultats attendus**

Au terme de cette étude,

- Un répertoire et une analyse des politiques sectorielles en lien avec la nutrition (l'agriculture, l'élevage et population, environnement, Hydraulique éducation, Gouvernance ; Protection social et Genre) est produit.
- Un cadre conceptuel de la gouvernance de la nutrition est Généré,
- Les contraintes dans l'opérationnalisation des documents sont relevées.
- Des recommandations pour une meilleure intégration de la nutrition au sein des secteurs et entre les secteurs clés sont formulées afin de mieux soutenir le pays à prendre les meilleures décisions qui mèneront à la réussite dans la mise en place des mécanismes durables de traitement des problèmes de nutrition

#### **V. Déroulement du travail**

Le travail a été réalisé par une équipe de deux consultants dont un principal ;

Quatre (4) enquêteurs qui ont administré le questionnaire et recherché les documents stratégiques auprès des acteurs ciblés.

**Etape 1 :** Semaine 1, du 17 au 23 Octobre 2015

Les outils d'entretien et collecte des données ont été élaborés et testés.

**Etape 2:** Semaine 2 et 3, du 23 Octobre 7 Novembre 2015

Les enquêteurs recrutés et formés. Entretien avec les acteurs et Recherche documentaire

**Etape 3:** Semaine 4 et 5 ; du 7 au 21 Novembre 2015

Compilation et analyse des données ; 'élaboration et transmission d'un rapport d'étape au Collectif TUN

**Etape 4:** Intégration des amendements ou informations complémentaires et dépôt du rapport final

## **VI. Structure du Rapport**

Le présent rapport est structuré en trois parties.

*Un résumé exécutif* traite des évidences scientifiques qui montrent l'importance de la nutrition comme une question de développement, au niveau de l'individu en terme de développement psychomoteur et cognitif, au niveau communauté et pays en terme de productivité future de (développement économique). Le résumé évoque aussi le cycle de faible priorité accordée à la nutrition en dépit des évidences et des initiatives mondiales, sous régionales et nationales en faveurs de l'intégration multisectorielle de la nutrition.

*La première partie du rapport, introductive* justifie l'étude du niveau d'intégration de la nutrition dans les directives nationales, ses objectifs ainsi que dans les plans stratégiques des partenaires au développement. La méthodologie utilisée ainsi que le déroulement de l'activité y sont décrits.

*Une deuxième partie présente le contexte spécifique du Niger*, avec les principaux déterminants de la situation nutritionnelle des groupes vulnérables à l'insécurité Alimentaire et Nutritionnelle, les principaux défis et les réponses apportées dans les documents des secteurs contributifs clés, y compris les partenaires au développement.

*La troisième partie présente la conclusion et les recommandations* pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans le développement au Niger

## **VII. Limite de l'étude :**

La présente étude n'a pas pour objectif, conformément aux termes de référence de présenter de manière exhaustive toutes les politiques et stratégies sectorielles, ni d'analyser les mécanismes de leur opérationnalisation.

Dans chaque secteur, un document de politique ou de stratégie de référence qui permet d'avoir une idée de la place de la nutrition dans ledit secteur est cependant examiné et analysé.

Seules les engagements internationaux et nationaux qui déterminent les politiques et stratégies en lien avec la nutrition sont aussi prise en compte.

# **P**ARTIE II : CONTEXTE

## VIII. REVUE DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA NUTRITION AU NIGER

### VII.1. Engagements Internationaux en faveur de la nutrition

---

Le contexte international et national influe inexorablement sur la mise en œuvre des politiques et stratégies de nutrition

En effet au plan international et sous régional, l'appartenance du Niger à des espaces politico-économiques (CEDEAO, UEMOA) a été déterminante dans l'évolution du cadre institutionnel de la Nutrition

L'adhésion du Pays à divers accords et conventions a eu de répercussions significatives dans l'atteinte des résultats, condition de la poursuite de la coopération avec les donateurs.

Entre autres accords et convention au niveau international et sous régional, nous retiendrons les OMD et la politique agricole de la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest, l'ECOWAP. La Politique Agricole de l'UEMOA s'inscrit dans le cadre de l'ECOWAP.

**NB : Les Initiatives Internationales pour la promotion et l'appui à la Gouvernance de la nutrition auxquelles le pays a adhéré ne sont pas analysées.**

☪ Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le Sommet du Millénaire s'est tenu au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 6 au 8 septembre 2000. Il en est issu l'adoption par les 189 États Membres dont le Niger, de la Déclaration dite du Millénaire, dans laquelle ont été énoncés les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

*L'OMDI, en lien avec l'état nutritionnel des populations, « Réduire l'extrême pauvreté et la faim » est décliné en 3 cibles:*

- ▶ *(i) réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté,*
- ▶ *(ii) Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif ;*
- ▶ *(iii) réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de malnutrition.*

- Par rapport à **la première cible**, la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté qui était de 63% en 1993 est passée à 59,5% en 2008, soit une régression de 3,5 points de pourcentage en 15 ans. Si ces tendances globales observées se maintiennent, la proportion de pauvres se situerait en 2015 aux environs de 60% contre une cible de 31,5%.
- Pour ce qui est de **la deuxième cible ayant trait à l'emploi**, très peu de données sont disponibles. Selon le D/SDRP 2007, le taux de chômage s'élève à 16% et est plus élevé chez les femmes et les jeunes. Par ailleurs, le taux de sous emploi était de 34,62%. Mais en 2012 la revue à mi-parcours du D/SDRP évalue le taux de chômage à 10% et le taux de sous emploi visible à 20% ce qui dénote d'une bonne amélioration.
- Quant à **la troisième cible relative à la malnutrition**, la proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (indicateur retenu par le pays) est passée, de 35,5 % en 2006 à 33,2% en 2012 pour un objectif cible de 18% en 2015.

#### **Conclusion- Recommandation 1 :**

**La nutrition n'apparaît pas explicitement dans les OMD comme priorité, car diluée dans des actions de lutte contre la pauvreté et la faim.**

**L'indicateur retenu par le pays (Poids/âge) est composite et ne permet pas d'apprécier nettement l'état nutritionnel (Aigu ou chronique) de l'enfant.**

**Enfin il est très peu probable pour le Niger d'atteindre les objectifs cibles à l'horizon fixé.**

#### **Recommandations:**

**La Nutrition, comme proposé dans le projet des ODD, doit être maintenu comme un objectif de l'après 2015.**

**Des indicateurs nutritionnels clairs objectifs doivent être définis et proposés aux pays.**

Les pays doivent adopter et appliquer des politiques adéquates permettant de s'approcher progressivement de l'objectif ciblé.

Les partenaires au développement doivent accompagner conséquemment les Etats dans l'adoption et l'application des politiques adéquates.

La Responsabilité (redevabilité) vis-à-vis de l'atteinte des résultats doit est partager avec les partenaires au développement.

### 🕉 Le Pacte Régional de Partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP-PDDAA

Cette politique affirme la vision selon laquelle « *une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé. Productive et compétitive sur le marché intra-communautaire et sur les marchés internationaux, elle doit permettre d'assurer la sécurité alimentaire et de procurer des revenus décents et actifs.* »

L'objectif général de l'ECOWAP/PDDAA es de : « contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays ».

L'adoption de l'Offensive régionale pour la production alimentaire et contre la faim par les Chefs d'État en juin 2008 a conduit à réviser les priorités d'intervention dans la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA. Cette offensive est organisée autour de trois axes : (i) Accroissement des productions alimentaires ; (ii) Fluidification du marché, (iii) Accès à l'alimentation des populations vulnérables.

La CEDEAO a alors coordonné la préparation des Programmes Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA) dans les États membres, avec comme principe cardinal, l'agriculture sensible à la Nutrition.

La SA constitue le premier objectif inscrit dans le pacte ECOWAP.

### *Conclusion - Recommandations 2.*

Quoiqu'innovatrice dans la prise en compte de l'importance de l'agriculture dans l'amélioration de l'Etat nutritionnel des populations, l'ECOWAP ne se sert pas des indicateurs nutritionnel pour mesurer l'impact des investissements (PNIA).

La collaboration avec les autres secteurs (Santé, Education, protection sociale, assainissement...) est insuffisamment considérée.

Recommandations : Pour que le PNIA impact l'état nutritionnel, il faudra : Collaborer et coordonner avec d'autres secteurs (santé, environnement, protection sociale.....) dans le cadre des stratégies conjointes, des objectifs communs afin d'aborder simultanément les causes de la malnutrition.

## VII.2. Engagements Nationaux en faveur de la nutrition

---

### « Initiative 3N »

Au plan national, l'Unique cadre de référence pour la SAN est la Stratégie de Sécurité Alimentaire et du Développement Agricole Durables (SAN/DA), plus connue sous le label Initiative 3N, « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », i3N.

Cependant, pour une mise en œuvre durable de l'i3N, la prise en compte de la nutrition dans le cadre institutionnel et législatif (Constitution) est indispensable.

En termes d'alignement aux politiques et stratégies régionales et africaines, l'i3N s'inscrit dans le processus de mise en œuvre de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO, le Plan de Développement Détaillé pour l'Agriculture en Afrique (ECOWAP/PDDAA), et la Politique Agricole de l'UEMOA.

l'i3N intègre le PNIA-Niger. Les liens entre le PDDAA et la Stratégie de l'Initiative 3N se présentent ainsi qu'il suit :

**Le Pilier 1:** Gestion des terres et des eaux - étendre les superficies exploitées par une gestion durable des terres correspond à l'axe 1 de l'initiative 3N : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques

**Le Pilier 2:** Accès aux marchés - améliorer les infrastructures rurales et les capacités liées au commerce pour l'accès au marché correspond à l'axe 2 de l'initiative 3N : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires

**Le Pilier 3:** Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim - accroître les ressources vivrières et réduire la faim correspond aux axes 3 et 4 de l'initiative 3N : Augmentation de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes et l'Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens.

**Le Pilier 4 :** Recherche agricole, diffusion et adoption des technologies, est transversal aux 5 axes de la stratégie de l'initiative 3N

Le Plan d'investissement PNIA/13N Niger comporte onze (11) Programmes d'Investissements Prioritaires dont le 10<sup>ème</sup> dédié à la prise en charge de la malnutrition. Cet investissement spécifique à la nutrition représente 5% du cout du PNIA.

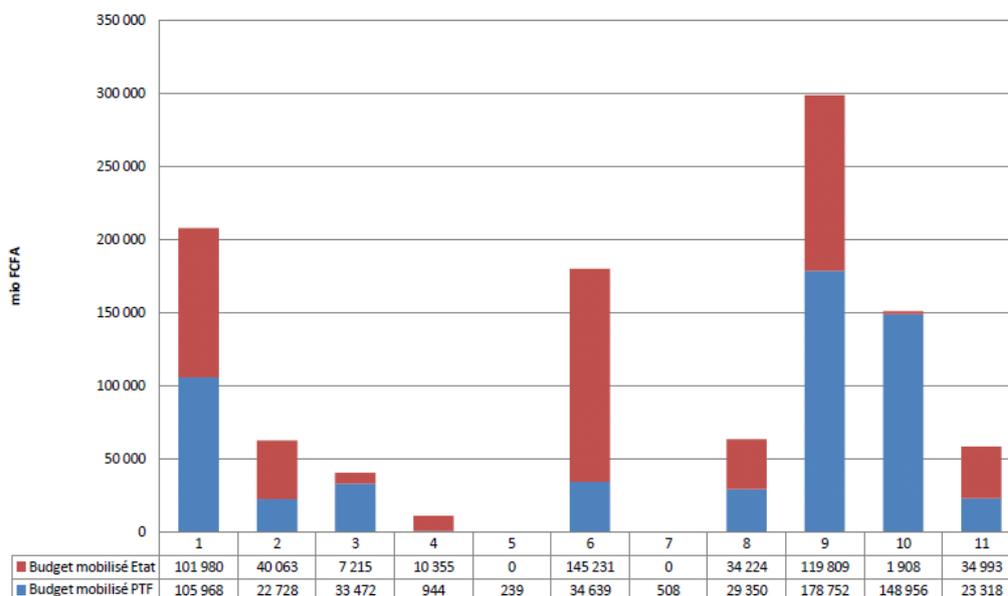
L'analyse du bilan de la mobilisation des ressources (Fig. 3), montre que le PIP 10 relatif à la nutrition est entièrement financé par les partenaires.

*Figure 2 : Cout du Plan National d'investissement par PIP (Source, état de mise en œuvre du PNIA Niger Juin 2013)*

Cout du PNIA	
Programmes d'Investissements Prioritaires (PIP)	Coût en million de FCFA
	Total
PIP 1 : Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau	350 000
PIP 2 : Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle	100 250
PIP 3 : Sécurisation des systèmes de productions animales	60 000
PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long	21 900
PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles	18 100
PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	160 000
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	25 000
PIP 8 : Transformation et Commercialisation des Produits	50 000
PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires	115 000
PIP 10 : Prévention et Prise en charge de la Malnutrition	50 000
PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'13N	50 565
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 000 815</b>

Figure 3 : Mobilisation de ressources dans le cadre du PNIA (Source, état de mise en œuvre du PNIA Niger Juin 2013)

## Fonds mobilisés 2012-2015 par PIP (Etat / PTF)



### Conclusion et Recommandations 3

*S'il faut se réjouir de la place combien importante accordée à la Nutrition dans le PNIA/I3N Niger, il faudra aussi s'apercevoir que la nutrition reste une préoccupation des partenaires.*

#### Recommandations:

*Les stratégies de développement basées sur l'accélération de la croissance économique doivent être accompagnées par des investissements spécifiques en nutrition par l'Etat*

*Le plaidoyer doit être orienté vers les autorités pour un plus grand intérêt et Investissement dans la nutrition afin de réduire la mortalité, d'améliorer les capacités cognitives, la productivité, la croissance économique et de réduire la pauvreté*

## ॐ Aspect Institutionnel et législatif

### *Constitution de 1959 :*

---

Il consacre une assemblée consultative qui n'a pas de prérogative d'institutionnaliser les droits et devoir des populations

---

### *Constitution de Septembre 1989 : Deuxième République*

---

La reformes entreprises en 1987 par le général Ali Saibou, parvenu au Pouvoir, ont abouti à l'adoption de d'une Assemblée consultative.

---

### *Constitution de Décembre 1992 : Troisième République :*

---

Issue d'une Conférence Nationale instaurant le multipartisme, cette constitution, bien que gardant de dispositions fortes sur le droit de l'homme ne fait aucune référence au droit à l'alimentation et à la nutrition.

Elle a été suspendue par un cout d'Etat en janvier 1996

---

### *Constitution Mai 1996 : Quatrième République*

---

La constitution de la 4<sup>ème</sup> République a porté juste une reforme d'équilibre de pouvoir entre le Président de la République et le Premier Ministre.

---

### *Constitution du 18 Juillet 1999 : Cinquième République*

---

Si cette loi fondamentale promulguée par le décret n°99-320/PCRN du 9 août 1999 reconnaît en son article 11 à chacun « ...le droit à la vie, à la santé, à la sécurité, à l'intégrité physique et mentale, à l'éducation et à l'instruction dans les conditions définies par la loi », la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle n'est pas explicitement affirmée. Elle sera à jour jusqu'en 2004.

---

### *Constitution du 18 Aout 2009 : Sixième République*

---

L'article 11 de la Cinquième République, devenu 12<sup>ème</sup> « ...le droit à la vie, à la santé, à la sécurité, à l'intégrité physique et mentale, **à une alimentation saine et suffisante, à l'eau potable**, à l'éducation et à l'instruction dans les conditions définies par la loi », introduit la notion de Sécurité Alimentaire.

---



## *Constitution de 2010 : Septième République*

*La constitution de 2010 introduit explicitement la nutrition dans en son article 12 « .....le droit à la vie, à la santé, à la sécurité, à l'intégrité physique et mentale, à une alimentation saine et suffisante, à la nutrition à l'eau potable, à l'éducation et à l'instruction dans les conditions définies par la loi »*

### *Conclusion partielle 4 :*

*Le Niger connaît une instabilité politique depuis les indépendances. Bien que faisant face à de crises alimentaires et nutritionnelles répétitives, la sécurité alimentaire et nutritionnelle n'a commencé à être inscrite dans la constitution qu'en 2009. En 2010, la nutrition a tété explicitement notifiée dans la constitution en son article 12.*

### *Recommandation :*

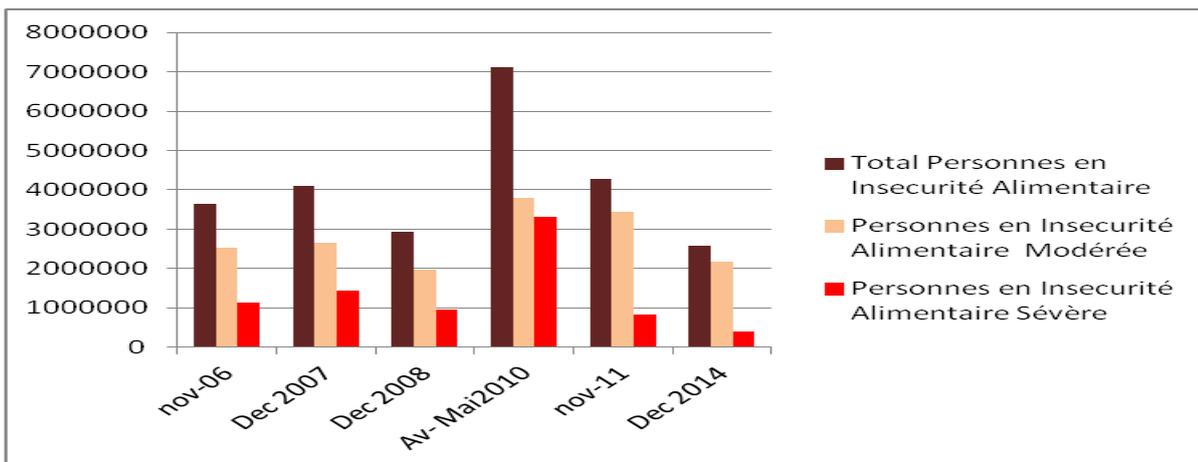
*Les élus, la société civile, au-delà des revendications corporatistes doivent veiller au respect des droits définis dans la loi fondamentale*

## **IX. . Evolution du contexte social, économique et Nutritionnel :**

### **🕉 La Sécurité Alimentaire**

L'insécurité Alimentaire est persistante au Niger. Entre 2006 et 2014, plus de 2000000 de personnes sont en insécurité alimentaire chaque année ; avec des pics observés en cas de mauvaise campagne agro pastorale, dite « années de crise alimentaire », cas de 2010.

Parallèlement, le Score de diversification alimentaire (SDA) est de 16% selon l'enquete de SDA conduite par la FAO-REACH en 2014.



*Tableau 4: Récurrence de la vulnérabilité au Niger (enquête de Vulnérabilité des ménages, INS 2014)*

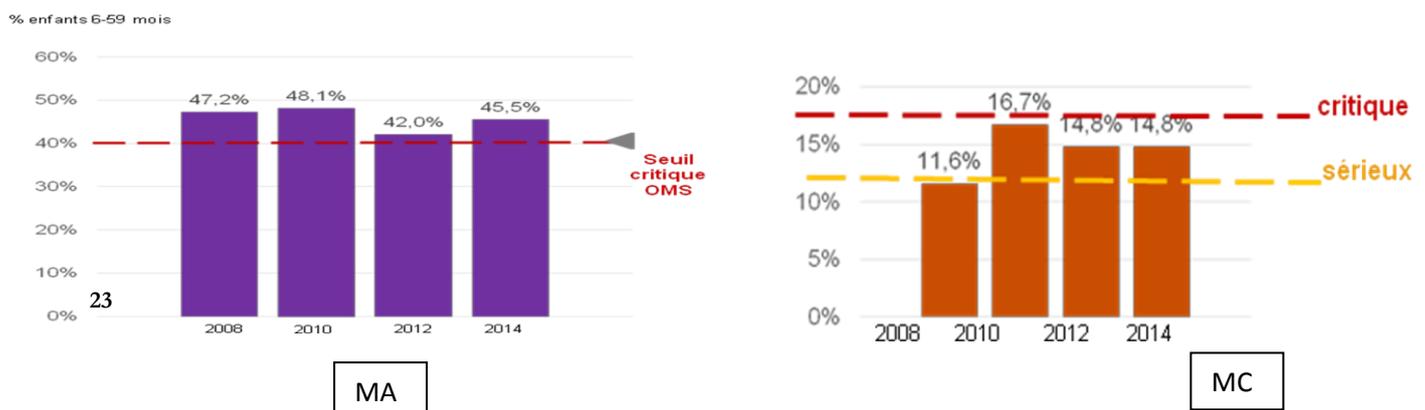
Les interventions visant l'atteinte de l'OMDI, par l'Etat du Niger avec l'appui de ses partenaires et les différentes réformes introduites dans le domaine de la Sécurité Alimentaire (SAN) n'a pu réduire significativement le nombre de ménages en insécurité alimentaire. Ces actions ont néanmoins permis de stabiliser voir de réduire.

### 🕉 Etat Nutritionnel des femmes et des enfants.

La Récurrence des crises alimentaires et nutritionnelles a comme conséquences des prévalences élevées de Malnutrition, aigue et chronique dépassant régulièrement les seuils d'alerte (sérieux) respectifs de 10 et de 30% au Plan national et dépassant même le seuil d'urgence de 15% en année dite de crise alimentaire

L'état nutritionnel des femmes en âge de procréer (15-49 ans), exprimé selon l'Indice de Masse Corporelle, (IMC inférieur à 18,5) est passé de 19% en 2006 (EDSN-MICS 2006) à 16 % en 2012, constituant un facteur de la perpétuation du cycle intergénérationnelle de la malnutrition.

Graphique 5 : Evolution des Prévalences de la sous nutrition des enfants de 6 à 59 mois de 2008 à 2014 (Sources analyse REACH Niger 2014)

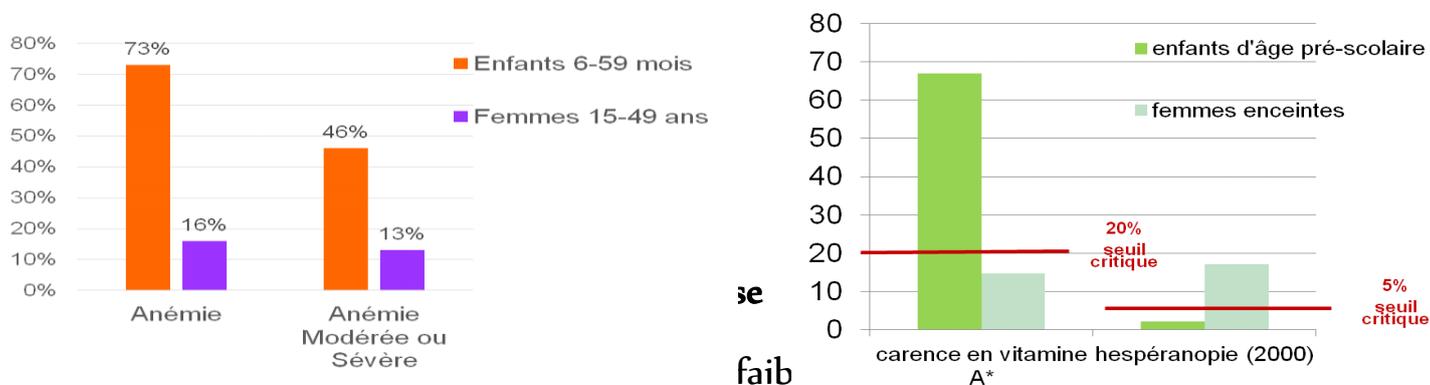


En année dite de crise (cas de 2010), la prévalence de la malnutrition aiguë augmente avec la vulnérabilité alimentaire des ménages.

A ces formes de malnutrition s'ajoutent des carences en micronutriments (minéraux et vitamines), qui ont un fort impact négatif sur la santé de l'individu ainsi que sur son développement psychomoteur et cognitif.

L'anémie ferriprive, les Troubles Dus à la Carence en Iode (TDCI), les troubles de visions, ainsi que les épisodes de diarrhée fréquemment rencontrés sont les manifestations cliniques qui traduisent les carences nutritionnelles.

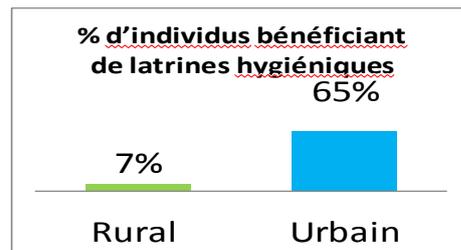
Graphique 6 : anémie chez les enfants, les femmes en Age de procréer et carences en Vitamine A (Source: EDSN-MICS IV 2012)



couverture sanitaire de 48,51% ii) d'accouchement assisté de 44,91%,iii) d'utilisation de la contraception moderne de 13,57% en 2014.

**Accès à l'Eau potable à l'hygiène et assainissement :**

la couverture géographique de 77,10% en 2014 (Statistique Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement) au niveau national contraste avec un faible accès au latrines, aussi bien en milieu urbain que rural

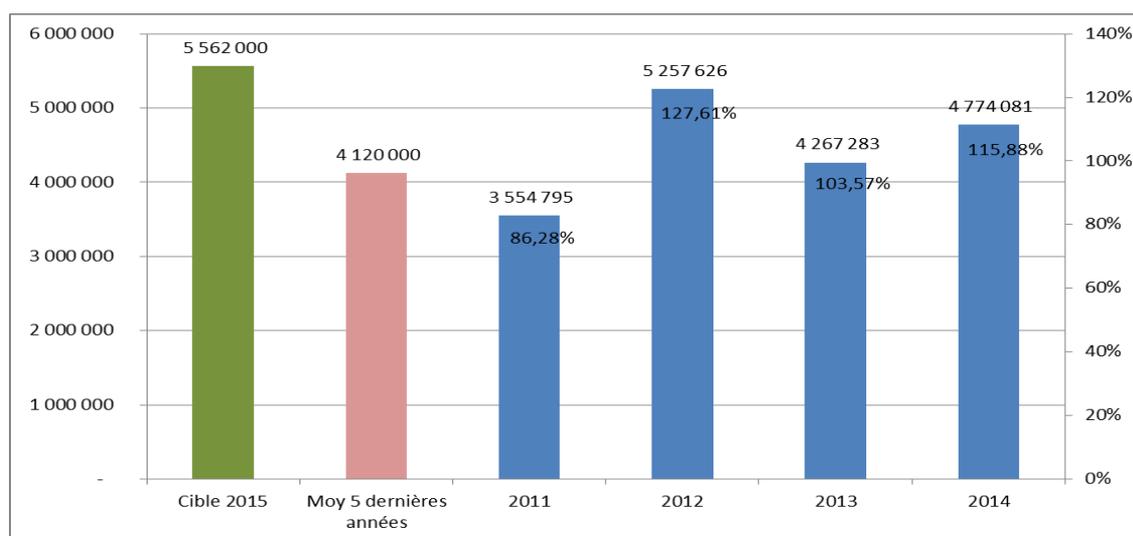


**Education :** Le taux brut de scolarisation est de 83.7% tandis que le taux d'achèvement du primaire est 69% en 2014 (Statistiques Ministère de l'Enseignement primaire, de la promotion des langues nationales et de l'alphabetisation).

## 🌀 Economie

L'économie du pays repose sur le secteur rural qui constitue l'occupation des 80% de la population et qui contribue 43% au Produit Interieur Brut, PIB. Or les campagnes pluviales sont aléatoires, généralement déficitaires une année sur trois. La moyenne de production est stagnante et ne couvre pas le besoin alimentaire d'une population qui croit rapidement.

**Graphique 8 : Evolution de la production céréalière de 2011 à 2014 (Source Rapport bilan mise en œuvre de l'Initiative 3N, Novembre 2015**



## 🌀 Demographie

La population du Niger est estimée à 18 millions d'habitants en 2014 (INS), à dominante jeune avec un taux de croissance moyen annuel de 3,9 %, avec un besoin en alimentation, services sociaux de base dépassant de loin les capacités du pays.

### Conclusion partielle 2 :

Le profil descriptif du Niger présente un pays qui se doit de relever de grands défis :

- ◆ Nourrir une population en croissance rapide
- ◆ Subvenir aux besoins, en santé et autres soins, en éducation, accès à l'eau potable
- ◆ Assurer une protection aux groupes vulnérables

- ◆ Parvenir à traiter et prévenir la malnutrition et autres carences nutritionnelles chez les enfants, et les femmes en âge de procréer.

Ces défis à relever par le pays sont ceux décrits par le cadre proposé par le Lancet 2013 pour permettre une nutrition et un développement optimaux du fœtus et du jeune enfant et bien explicité dans la loi fondamentale (Constitution) . Ils renvoient ainsi aux trois piliers qui sont :

### Ⓢ Aux interventions spécifiques en nutrition

- ✦ Santé de l'adolescent , nutrition avant la grossesse et supplémentation nutritionnelle de la mère
- ✦ Supplémentation en micronutriment ou fortification
- ✦ Allaitement au sein , alimentation de complément, Supplémentation nutritionnelle pour les enfants
- ✦ Diversification alimentaire , comportements alimentaires et stimulation
- ✦ Traitement de la malnutrition aigüe sévère , interventions nutritionnelles en situation d'urgence, Prévention et gestion des maladies

### Ⓢ Aux programmes et approches sensibles à la nutrition

- Agriculture et sécurité alimentaire
- ✦ Filets sociaux
- ✦ Développement de la petite enfance, Protection de l'enfant
- ✦ Santé mentale de la mère
- ✦ Services de santé et planification familiale, autonomisation des femmes
- ✦ Enseignement en classe
- ✦ Eau et assainissement

### Ⓢ La construction d'un environnement favorable

- Evaluations rigoureuses
- ✦ Stratégies de plaidoyer

- ❖ Coordination horizontale verticale
- ❖ Redevabilité, régulation des motivations, législation
- ❖ Programmes de leadership
- ❖ Capacité d'investissements
- ❖ Mobilisation des ressources intérieures

Les secteurs contributifs de la nutrition ont été identifiés conformément aux piliers proposés dans le Lancet 2013.

# **P**ARTIE III : ANALYSE DES STRATEGIES DES SECTEURS CONTRIBUTIFS CLES



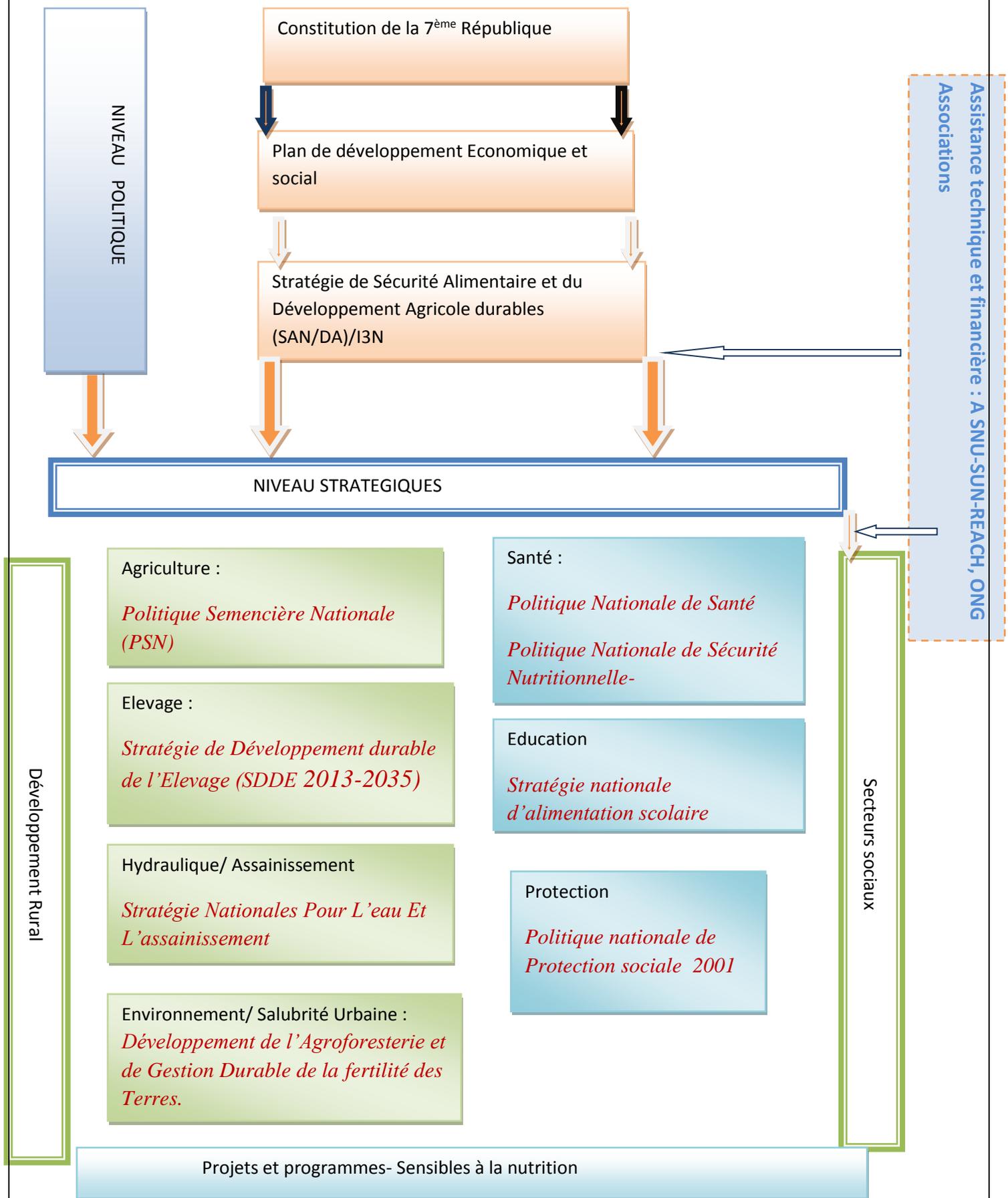
## X. Identification des secteurs contributifs

Acteurs clés identifiés	Secteur /Pilier d'intervention	Réponse aux enquêteurs  OUI/NON	Principaux documents (politiques/stratégie/ Plan d'action fournis	Prise en compte de la nutrition
<b>Acteurs Gouvernementaux</b>				
<b>Assemblée Nationale</b>	Environnement Favorable/Législation	OUI	Constitutions du Niger, des indépendances à nos jours ; LOI n° 2004-048 du 30 juin 2004 portant loi cadre relative à l'élevage	OUI
<b>Plan de Développement Economique et Social</b>	Suivi- Evaluation-Coordination	OUI	PDES 2012-2015	
<b>Haut Commissariat à l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »</b>	Environnement favorable/Coordination/Investissement	OUI	Stratégie SAN/DA 2012-2035 ;  Plan d'accélération de l'i3N	OUI
<b>Primature, DNPGCCA</b>	Nutrition Sensible/Interventions en situation d'Urgence	OUI	Plan de soutien aux population vulnérable	OUI
<b>CNEDD</b>	Nutrition sensible/ Agriculture et sécurité Alimentaire	OUI	seconde communication nationale sur les changements climatiques	NON
<b>Ministère de l'Agriculture</b>	Nutrition sensible/ Agriculture et sécurité Alimentaire	OUI	PNIA ; Projet d'appui à l'Agriculture Intelligente au Changement Climatique PAIC , Stratégies opérationnelles de développement de l'Agriculture durable ; les politiques agricoles au niger, 1960 - 2015: 55 ans a la recherche de la <i>sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté</i>	OUI
<b>Ministère de l'environnement de la Salubrité</b>	Nutrition sensible/ Soins	OUI	Stratégie de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture ; cadre stratégique de la gestion durable des	NON

<b>urbaine et du Développement Durable</b>			terres(cs-gdt) au Niger et son plan d'investissement 2015 – 2029 ; stratégie nationale en matière de la foresterie urbaine et périurbaine ; stratégie nationale de développement de l'agroforesterie et plan d'action ;	
<b>Ministère de l'élevage</b>	Nutrition sensible/ Agriculture et sécurité Alimentaire	OUI	stratégie de développement durable l'élevage SDDE 2013-2035)	OUI
<b>Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement</b>	Nutrition sensible/ Eau et Assainissement	OUI	la Politique de l'Eau et de l'Assainissement et ses stratégies de mise en œuvre – 2001	OUI
<b>Ministère de la Santé Publique</b>	Nutrition spécifique/ Agriculture et sécurité Alimentaire	OUI	Politique Nationale de santé ;  Plan de Développement Sanitaire 2011-2015 ;  Politique Nationale de Sécurité nutritionnelle	OUI
<b>Ministère de l'Enseignement Primaire</b>	Nutrition sensible/ Enseignement	OUI	Stratégie Nationale de Santé Scolaire	NON
<b>Ministère de la Population de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant</b>	Nutrition sensible/ Protection	OUI	contributions du ministère des enseignements secondaires à l'élaboration d'une stratégie nationale d'alimentation scolaire	OUI
<b>Projets et programmes</b>				
<b>PAC3</b>	Programme Sensible à la nutrition	OUI	Document de programme	OUI
<b>PNLMNT</b>	Programme Sensible à la nutrition	NON	Stratégie Nationale de lutte contre les MNT	OUI

Acteurs clés identifiés	Secteur /Pilier d'intervention	Réponse aux enquêteurs OUI/NON	Principaux documents (politiques/stratégie/ Plan d'action fournis ou retrouvés)	Prise en compte de la nutrition
<b>Agences du Système des Nations Unies</b>				
<b>FAO</b>	Nutrition Sensible	NON	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) NIGER 2014 – 2018	OUI
<b>UNICEF</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/ Plaidoyer	NON		OUI
<b>PAM</b>	Nutrition Sensible	NON		OUI
<b>UNFPA</b>	Nutrition Sensible/Population/ Santé de la reproduction	NON		OUI
<b>ONG Internationales</b>				
<b>Save the Children</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/ Plaidoyer	OUI		OUI
<b>ACF</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/ Plaidoyer	NON		NA
<b>HKI</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/ Plaidoyer	OUI		OUI
<b>ONG Nationales et autres secteurs de la société civile</b>				
<b>BEFEN</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/ Plaidoyer	OUI	NON	OUI
<b>FORSANI</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/ Plaidoyer	OUI	NON	OUI
<b>REJEA</b>	Nutrition Sensible/ Plaidoyer			
<b>ONG DICKO</b>	Nutrition Sensible/ Spécifique/	OUI	NON	OUI
<b>Alternative espace citoyen</b>	Nutrition Sensible/ Plaidoyer	OUI	NON	OUI

# XI. Hiérarchisation des directives Nationales clés analysées.



## XII. Analyse des principaux Documents de reference des secteurs clés

### XII.1. Au Niveau Politique et institutionnel :

De point de vue législatif, la nutrition est reconnue comme un droit, explicitement inscrite dans *la constitution de la 7<sup>ème</sup> république du Niger*

Les stratégies de développement au Niger sont basées sur l'accélération de la croissance économique et accompagnées par des investissements spécifiques en nutrition dans le cadre du *Plan de développement Economique et Social (PDES)* en ses axes, 3 « Sécurité Alimentaire et Développement Agricole durable » et 5 « Promotion du développement social ». Le PDES instrument d'opérationnalisation du Programme politique vise à assurer une bonne mise en oeuvre de ces choix stratégiques, une coordination efficace des différents programmes de développement et de traduire les choix politiques des autorités nigériennes en des plans d'actions prioritaires cohérents et intégrés. L'impact sur l'état nutritionnel des interventions mises en oeuvre et suivies dans le cadre du PDES est mesuré par les prévalences de la malnutrition Aigue et chroniques chez les enfants de moins de 5 ans.

Résultats stratégiques (effets globaux)	Indicateurs de résultats
Axe 3 : Sécurité alimentaire et développement agricole durable	
Les Nigériens assurent de manière durable leur sécurité alimentaire et nutritionnelle	1. Taux de croissance annuelle de la production agro-sylvo-pastorales
	2. Taux de croissance annuelle de la production de l'agriculture irriguée
	3. Taux de couverture des besoins en céréales
	4. Prévalence de la malnutrition aigue et chronique chez les enfants de 0 à 5 ans

Fig. 9 : Extrait des indicateurs de résultats du PDES

## XII.2. Au Plan stratégique

*La Stratégie SAN/DA communément appelée Initiative 3N, « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »* représente l'axe 3 du PDES. Cette stratégie comporte à son tour cinq (5) axes mis en œuvre par des stratégies sectorielles conduites par les Départements Ministériels en lien avec l'axe.

Axe 1 de l'i3N : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques : Il est mis en œuvre par les Départements ministériels en lien avec le Développement Rural

Les principales politiques et stratégies qui en sont rattachées sont : *Développement de l'Agroforesterie et de Gestion Durable de la fertilité des Terres. Validée en 2014, Elle est mise en œuvre par le Ministère en charge de l'Environnement.*

**Ministère Technique lead :** Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement durable (MESU/DD)

L'axe stratégique (2) de cette stratégie « Amélioration de la sécurité alimentaire par la valorisation et la gestion durable des systèmes de productions agro-sylvopastorales » comportant un seul programme prioritaire « Renforcement de la sécurité alimentaire par l'amélioration des productions agro-sylvo-pastorales » subdivisé en sous-programme 1 « Amélioration de la production agro-sylvicole par la restauration des terres dégradées » et sous-programme 2 « Amélioration de la sécurité alimentaire par la mobilisation des eaux et le développement des systèmes de productions agricole et pastorale »;

☞ *Stratégie de Développement durable de l'Élevage (SDDE 2013-2035)*

**Ministère Technique lead :** Ministère de l'Élevage (ME)

La SDDE prend en compte la nutrition dans sa vision : « Un Niger où l'élevage, à l'horizon 2035, contribue significativement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliore les conditions socio-économiques des populations à travers une gestion durable de l'environnement ». Elle s'intègre dans le PDES (2013-2015) et l'Initiative « 3N » " les Nigériens Nourrissent les Nigériens, Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Développement Agricoles Durables".

L'axe stratégique quatre (4) « Contribution à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté » se resume cependant à la valorisation de la production animale sans indicateur permettant la mesure de l'impact sur l'état nutritionnel des population.

☞ *Politique Semencière Nationale (PSN) 2012-2015*

**Ministère Technique lead :** Ministère de l'Agriculture (MA)

Elle vise l'intensification des productions agricoles de manière à accroître la disponibilité alimentaire et de renforcer la résilience des populations face aux crises alimentaires et aux catastrophes pour améliorer les conditions de vie des populations nigériennes.

☞ *Stratégie Nationales Pour L'eau Et L'assainissement 2011-2015*

**Ministère Technique lead :** Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MH/A)

Cette strategie prend en compte les besoins croissants d'accès à l'eau potable ainsi que la mobilisation des eaux pour le développement socio économique et la préservation de l'environnement. De, meme, la construction des latrines scolaires est largement prise en compte.

***Conclusion partielle 5 :***

***La nutrition, comme mentionnée dans la constitution est bien reflétée dans les strategies du secteur rural. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est une composante majeure des axes stratégiques et intervention prioritaires budgetisée dans chacune des strategies analysée.***

***Toutefois, le manque d'indicateurs nutritionnels ne permet pas de mesurer l'impact escompté des interventions.***

**Axe 2 de l'Initiative 3N : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires : Ministère Technique lead : Ministère du Commerce**

Il s'agit de créer les conditions pour une mise en marché efficace des produits agricoles de base et des produits agro-alimentaires à travers l'organisation de la collecte primaire et de la mise en place de marchés ruraux pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;

Bien que sous la Tutelle du ministère de commerce, le caractère transversal de l'objectif dans le cadre de l'Initiative 3N n'a pas permis l'élaboration d'une politique et ou stratégie nationale. Le bilan de la réalisation pour la période 2011-2015 est traduit sous forme d'infrastructures (marchés à bétail, comptoirs, abattoirs mini-laiteries, pistes de desserte pour le désenclavement des zones de production.... ) ;

Les interventions sur la Sécurité Sanitaire des aliments, le contrôle des denrées (Normalisation) ne sont pas suivies et l'impact sur l'état nutritionnel n'est pas évalué.

**Axe 3 : Amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes**

☞ *Plans de Soutien aux populations vulérables :*

**Ministère Technique lead : DNPGCCA**

Ils sont annuels et correspondent aux différentes réponses et Strategies mises en œuvre par le DNPGCCA, en période de soudure à destination des populations identifiées comme vulnérables par le Système d'Alerte Précoce à l'issue de chaque campagne agricole ou en raison de l'effet d'autres crises. La gestion des risques de catastrophes liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est abordée dans tous les axes stratégiques de l'initiative soit pour la prévention (Axe 1 à 2) soit pour la réponse et l'adaptation (Axe 3 et 4). Les PIP 9 et 10 sont spécifiquement consacrés à la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles . Le Plan de soutien est accompagné, en collaboration avec la protection sociale d'un programme de *filet Sociaux*

pour mieux prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales face à la pauvreté et aux privations.

Un ensemble d'indicateurs nutritionnels permettent suivre le niveau de sécurité alimentaire et de la consommation alimentaire, de cibler les bénéficiaires.

☞ *Politique Nationale de Protection sociale Septembre 2011*

**Ministère Technique lead :** Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPPF/PE)ANP

La constitution de la 7<sup>ème</sup> République dispose que l'Etat a le devoir de porter assistance aux groupes les plus vulnérables à travers une politique de protection sociale.

En plus des aspects liés à la Sécurité Alimentaire qui constitue l'axe un (1) de la PNPS, les autres droits aux services sociaux de base sont Y promus. Les indicateurs comme l'accès à l'eau, aux soins et services de santé, au mariage précoce, à l'équité et au genre... font partie intégrante de la PNPS.

**Axe 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des Nigériennes et des Nigériens**

Il s'agit d'un axe spécifiquement dédié à la nutrition :

☞ *Politique Nationale de Santé (projet) 2015-11-23 :*

**Ministère Technique lead :** Ministère de la Santé Publique

La promotion de la nutrition est le principal point de cette politique en cours de validation. Ainsi, « L'Etat s'engage à assurer une nutrition et un développement optimal à chaque enfant, une nutrition adéquate durant l'adolescence et un apport approprié nutritionnel à la femme pendant la grossesse et l'allaitement. Il s'engage à créer les conditions d'une augmentation de la disponibilité et de la consommation d'aliments diversifiés. L'Etat poursuivra ses efforts dans la prise en charge des troubles nutritionnels et s'engage à maintenir des niveaux faibles de surpoids et d'obésité et à réduire l'incidence des maladies non transmissibles ».

La Santé est encore le secteur où tous les aspects de la nutrition sont pris en compte

- ☞ *Stratégie Nationale de Santé Scolaire*
- ☞ *Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire*

**Ministère Technique lead :** Ministères en charge de l'Education  
(Primaire/Secondaire)

Les deux strategies sont en cours de reforme pour avoir une seule strategie, au sein d'une cellule et qui prendrait en compte les préoccupations de tous les Ministères en charge de l'éducation.

L'objectif visé est non seulement l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants pour un meilleur rendement scolaire, mais aussi une forme d'assistance alimentaire pour les groupes vulnérables.

<b>Axe 5 : Création d'un environnement favorable :</b>
--

**Ministère Technique lead :** HC3N

Le Haut commissariat à l'Initiative 3N est la structure en charge de l'animation, de la coordination et de la mobilisation des ressources pour la sécurité Alimentaire et nutritionnelle.

Dans ce cadre plusieurs reformes et instruments sont mis en œuvre au niveau de cette institution.

- ☞ *Fond d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle FISAN :*

il s'agit de créer les conditions d'une offre de services financiers intégrés et de proximité pour répondre aux demandes des producteurs agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, des entreprises agricoles et rurales et des ménages vulnérables afin d'améliorer les performances de leurs activités ou réduire leur vulnérabilité vis-à-vis des crises alimentaires et nutritionnelles.

- ☞ *Politique Nationale de Sécurité nutritionnelle 2016-2025 (en élaboration)*

Le HC3N, conduit avec l'appui de REACH et en collaboration avec tous les secteurs en lien avec la nutrition un le processus d'élaboration d'une Politique Nationale de sécurité Nutritionnelle (PNSN) et son plan stratégique chiffré.

La finalisation et l'adoption de cette Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle offre une opportunité de faciliter adéquatement le positionnement de la sécurité nutritionnelle aussi bien dans le Plan de

Développement Economique et Social (PDES) que dans le prochain Plan d'Investissement de l'Initiative 3N et les autres stratégies nationales et ou politiques sectorielles afin de renforcer la Nutrition dans la Vision stratégique pour le Niger post 2015.

☞ *Pilotage des Axes Stratégiques*

La Nutrition étant intrinsèquement multisectorielle, la coordination des interventions et des intervenants constitue un défi. Ainsi, l'opérationnalisation de l'ensemble des politiques et stratégies en lien avec la nutrition est coordonnée à travers les réunions des Comité Multisectoriels de Pilotage Stratégique des Axes de l'13N, (CMPS).

Le CMPS4, cadre de coordination stratégique de la nutrition est présidé par le ministre de la Santé, avec la Coprésidence de l'UNICEF, chef de file de partenaires intervenant dans le domaine de la nutrition.

Le CMPS4 prépare les points à soumettre aux réunions du Comité Interministériel d'Orientation sur la SAN présidé par le Président de la République en présence du Premier Ministre.

***Conclusion Partielle 6 :***

***La mise à disposition des documents stratégiques par les ministères sectoriels nous a permis de constater un fort engagement politique en faveur de la nutrition.***

***Toutefois, les indicateurs nutritionnels insuffisamment considérés ne permettent pas de mesurer l'impact attendu.***

***La période de validité de la plus part des documents de politiques et stratégies arrivent à terme en 2015. Certains secteurs sont déjà dans le processus de révision des directives, les positionnant dans la perspective des ODD.***

### XIII. Place de la Nutrition dans les documents de référence des partenaires au développement: Agences du Système des Nations (A SNU)-REACH- ONG- Associations

#### *XIII.1. Agences du Système des Nations Unies (ASNU)*

*NB : Les enquêteurs n'ont pas pu rencontrer les responsables nutrition des Agences du SNA. L'UNDAF, cadre de référence commun a alors servi à la présente étude.*

La stratégie, du SNU telle défini dans le UNDAF consiste à apporter un appui-conseil au Gouvernement, à renforcer les capacités des acteurs, à développer un plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources et à inciter les pouvoirs publics à formuler et à mettre en œuvre des politiques et programmes appropriés dans ses secteurs d'intervention.

Les mots clés retenus dans le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) sont :

- ✓ Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle,
- ✓ Accès aux moyens de subsistance et de la gestion des ressources naturelles.
- ✓ Meilleur accès aux intrants (services financiers, eau, engrais, semences améliorées, équipements, appui-conseil/vulgarisation/encadrement, intrants zootechniques, etc.),
- ✓ Accès aux marchés et aux infrastructures de stockage
- ✓ Accès à l'énergie,
- ✓ Sauvegarde d'un environnement sain et d'atténuation des impacts du changement climatique.

Ces appuis sont apportés au Gouvernement à travers les Agences (FAO, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF, UNDP) chacune dans le cadre de son mandat.

Ces appui se resument en trois(3) domaines d'intervention qui comporte la Sécurité Alimentaire et nutritionnelle, la Protection sociale et la Gouvernance.

La coordination inter-agence est conduite par un comité technique. La coordination avec la partie gouvernementale est sous l'égide de l'agence dont le mandat est le plus en lien avec l'intervention et le Ministère technique concerné.

Le cadre de coordination de UNDAF ne decrit pas les formes de coordinations, strategique (Chefs d'agences et Gouvernement), operationnelle (intersecteur).

Figure 10: Extrait UNDAF 2014-2018 ; les trois domaines d'intervention du SNU

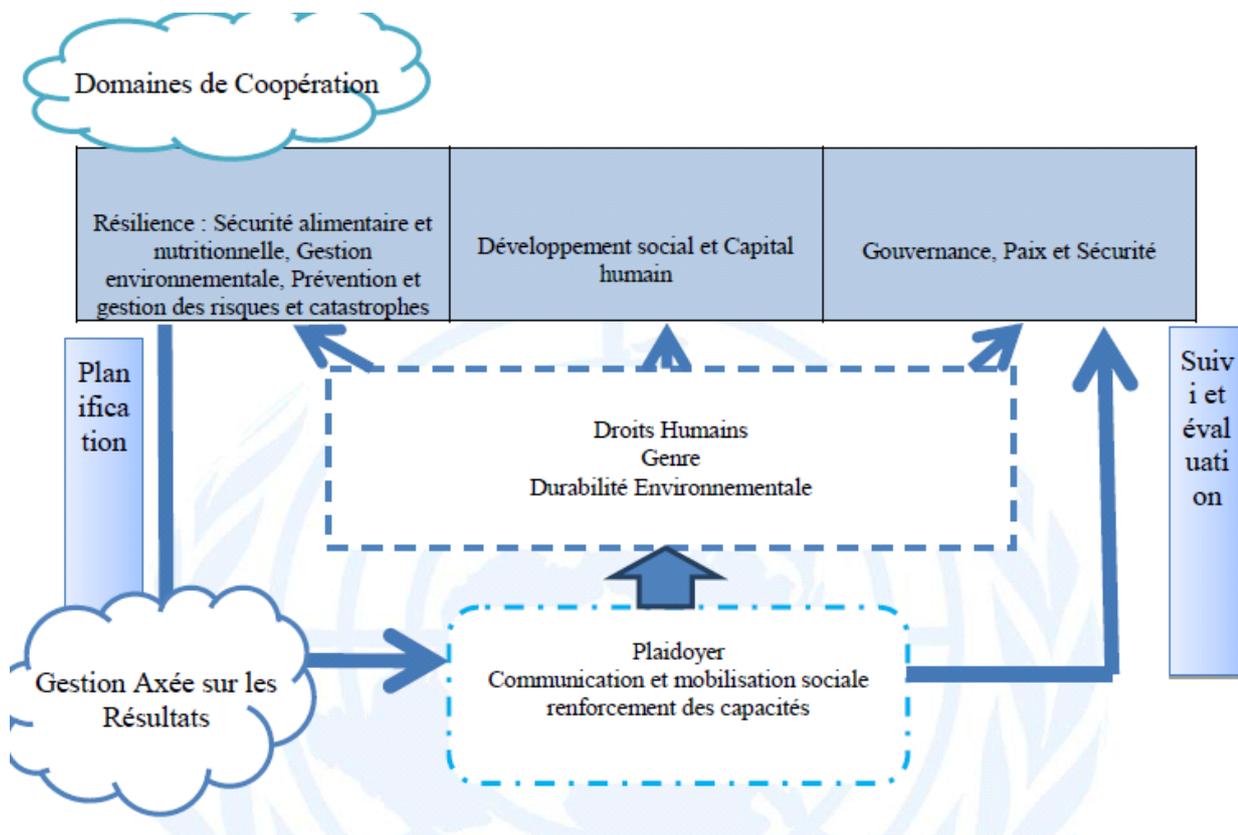
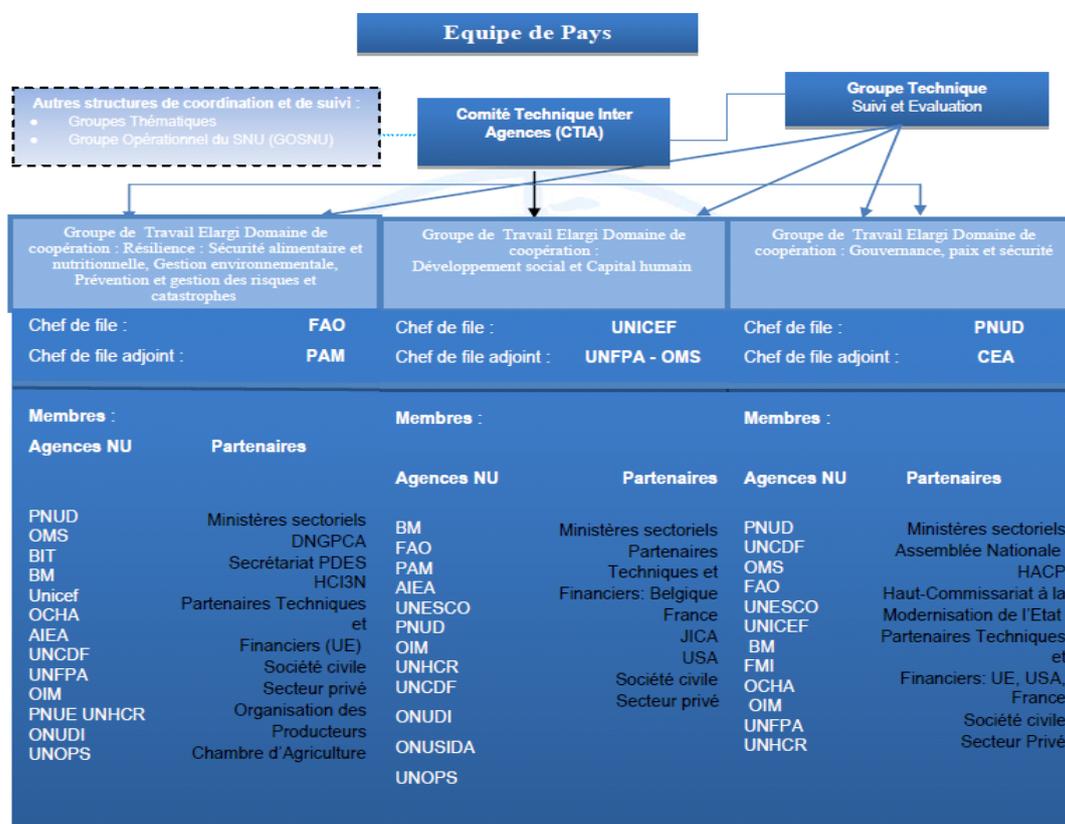


Figure 11: Extrait UNDAF Niger 2014-2018-Cadre de coordination

**Graphique : Cadre de coordination interne de l'UNDAF**



L'UNDAF en tant que cadre d'assistance au développement couvre tout le pays. Le Collectif de la société civile SUN Niger (TUN) mène des actions de plaidoyer en faveur de la nutrition en partenariat avec le système des Nations Unies. Un entretien avec le principal partenaire au développement aura sans doute permis au TUN de mieux cadrer ses actions de plaidoyer pour de meilleurs résultats.

### XIII.2. ONG et Associations

#### 🕉 Domaines d'intervention

##### ■ Santé/Nutrition :

- La totalité des ONG et Associations contactées interviennent dans le domaine de la Santé nutrition (Prise en charge de la malnutrition) soit huit (8) sur les huit (8) ONG/ Associations contactés.

- huit (8) sur les huit (8) ONG/ Associations contactées interviennent dans le cadre des urgences nutritionnelles
  - Quatre (4) ONG/ Associations integre l'urgence nutritionnelle au interventions nutrition sensibles
  - Trois (3) menent des activités de plaidoyer en faveurs de la nutrition
- Education : Deux (2) des structures interviennent dans l'éducation
  - Agriculture : Une Structure fait la promotion de la Production et de la consommation des Aliments riches en micronutriments
  - Elevage : Zero structure appuie l'élevage
  - Environnement : Zero structure appuie
  - Hydraulique et Assainissement : Deux Organisations appui l'hydraulique et l'assainissement dans le cadre de l'Assainissement Total, piloté par les communautés (ATPC)
  - Gouvernance : 2 Structures interviennent dans la Gouvernance

🕉 Zone d'intervention :

Seules les associations de la société civiles sont presentes dans toutes les régions du pays

Avis des partenaires sur les activités de TUN :

Tous les acteurs contactés sont satisfaits des actions du Collectif TUN. Cependant, le secteurs de l'hydraulique et de l'assainissement souhaite une plus grande action sur la conscientisation des communautés par rapport à l'hygiene environnementale.

D'autres acteurs recommande de mettre l'accent sur les politiques Publiques et enjeux globaux, le respect des engagements de l'Etat et le rspect des legislations en faveur de la Nutrition.

*Conclusion partielle –recommandations 6:*

*Le Système des Nations Unies accompagne l'Etat du Niger dans tous les secteurs clés, directs et sensible à la Nutrition. Le cadre commun aux agences, l'UNDAF élaboré de manière participative avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux spécifie clairement les interventions par secteur et selon le mandat de chacune des agences signataire.*

*Bien que les moyens de mesure de la contribution des interventions entrant dans le cadre de la mise en œuvre dudit UNDAF soient les données nationales, la faiblesse de coordination technique multisectorielle (inter secteur) et stratégique (avec le gouvernement) peut affecter significativement l'efficience et l'efficacité dans l'accompagnement du Pays.*

*Recommandations : Les Agences du Système des Nations Unies doivent définir un cadre de coordination plus dynamique avec le gouvernement et développer davantage la coordination multisectorielle.*

*Certains secteurs quoiqu'importants dans l'amélioration de l'état nutritionnel semblent intéresser peu les acteurs de la Société civile, les ONG et Associations (Elevage, Environnement, Gouvernance).*

*Les autres actions nutrition sensibles et autres actions de prévention (Promotion de Production et consommation des aliments riches en micronutriment) sont appuyées par quelques ONG dans certaines régions du Pays avec la prédominance des interventions en urgence Médico-nutritionnelle.*

*La cartographie des intervenants n'est pas équilibrée au niveau des régions.*

*Le respect des engagements de l'Etat en faveur de la nutrition (investissement) et des droits définis dans la constitution suscite peu de réactions, aussi bien des élus nationaux, locaux que de la société civile.*

*Recommandation 7 :*

*La société civile doit focaliser ses interventions et plaider dans le respect de la loi fondamentale.*

*L'état doit définir une cartographie équitable des interventions et des intervenants*

*Les Organisations Non Gouvernementale à l'instar de celles qui ont bien voulu recevoir les enquêteurs doivent intégrer les actions de prévention de la malnutrition à la prise en charge Médico-nutritionnelle.*

SYNTHESE DES CONCLUSIONS-RECOMMANDATIONS

**NB : Cette partie sera traitée avec les imputs et attentes de TUN.**

## Liste des Graphiques et Tableaux

Graphique 1 : Cycle de Faible Priorité

Figure 2 : Cout du Plan National d'investissement par PIP

Figure 3 : Mobilisation de ressources dans le cadre du PNIA (Source, état de mise en œuvre du PNIA)

Tableau4 : Récurrence de la vulnérabilité au Niger

Graphique 5 : Evolution des Prévalences de la sous nutrition des enfants de 6 à 59 mois de 2008 à 2014

Graphique 6 : anémie chez les enfants, les femmes en Age de procréer et carences en Vitamine A

Graphique 7 : Accès à l'Eau Potable à l'hygiène et Assainissement

Graphique 8 : Evolution de la production céréalière de 2011 à 2014

Graphique 8 : Hiérarchisation des directives Nationales clés analysées

Fig 9 : Extrait des indicateurs de résultats du PDES

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Analyse des impacts des investissements dans la gestion des ressources naturelles sur le secteur élevage dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabery au Niger
- Analyse de la Situation Nutritionnelle –SITAN (Draft pour discussion) REACH Niger 2014
- Les politiques agricoles au Niger, 1960 - 2015: *55 ans a la recherche de la sécurité alimentaire et de la réduction de la Pauvreté*, Moussa Boureima
- Analyse de la situation des projets et programmes alignes a la stratégie de développement rural
- Les filets de sécurité sociale au Niger recherche transnationale décentralisation en Afrique de l'ouest et du centre : apprendre des expériences locales et intersectorielles -éducation, eau, sante—dec 2010 ;
- Synthèse du rapport d'évaluation de la politique nationale de la santé ; MSP, Juillet 2015
- Plan d'action pour la Résilience du SNU : une contribution au plan national de résilience ; décembre 2014 ;
- Processus de mise en place du FISAN, Octobre 2013
- Plans de soutien aux populations vulnérables, 2010,2011, 2012, 2013, 2014 ; DNPGCCA
- Revue d'exécution du PAP/PDES 2012-2015
- Etude sur l'approfondissement du diagnostic et l'analyse des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Rural ; SDR, Décembre 2005
- Stratégies opérationnelles de développement de l'Agriculture durable ; Ministère de l'Agriculture du Niger ; DGA, Octobre 2012

- Michiels D et J Egg (2008). Les politiques de prévention et gestion de crises alimentaires : enseignements de la crise de 2005.
- WFP (2012) Sahel crisis update n°3 Regional Bureau fort West Africa. January.
- Histoire des Crises Alimentaires au Sahel ; Cas du Niger : Pr Alpha Gado et Assietou Dramé ; Document présenté lors du Forum Régional sur la Souveraineté Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FORESA) organisé par le ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles), du 7 au 10 novembre 2006 à Niamey
- Plan de Développement Economique et Social du Niger 2012-2015
- Stratégie I3N- 2012-2035
- Plan d'investissement Prioritaire HC3N, 2011-2015
- Politique Semencière du Niger
- Stratégie de la Petite Irrigation au Niger
- Stratégie de Développement Durable de l'Elevage
- Stratégie national des Banques Céréalière
- Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive du Niger
- Cadre des Nation Unies pour l'Assistance au développement (UNDAF) 2014-2018
- Politique Nationale de Nutrition
- Politique Nationale de Santé (Projet Novembre 2015)
- Etude diagnostic des stratégies/politiques nationales agricoles au Niger et propositions d'amélioration ;  
Volume 1 : analyse des stratégies et politiques et propositions d'amélioration-RECA, 2011
- Stratégie de développement accéléré de réduction de la pauvreté 2008-2012,

Ajzen, I. et Fishbein, M. (1980). Understanding attitudes and predicting social behavior.

Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall Inc

- Plan d'action de la stratégie de développement rural Niger novembre 2006, 148 pages
- Plan intégré de communication nutritionnelle pour la promotion des bonnes pratiques au Niger , 2011-2015, Niamey 16 pages
- Stratégies alimentaires d'amélioration de la situation nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, Ag Bendeck Mohamed, Ouagadougou 2003 754pages
- Rapport national sur les progrès vers l'atteinte des objectifs pour le millénaire, INS-Niger 2012
- Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements climatiques, CNEDD, Niger 2006
- Nutrition challenges and Policy réponses in ECOWAS Member States, OMS 2010
- Processus ECOWAP/PDDAA, Plan Régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs, Dakar Juin 2010 ;
- Rôle de l'Agriculture pour la Nutrition , Charlotte Dufour Food Security, Nutrition and Livelihoods Officer Nutrition and Consumer Protection Division (AGN)FAO

## QUESTIONNAIRE

### EVALUATION DU NIVEAU D'INTEGRATION DE LA NUTRITION DANS LES PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT AU NIGER

ENTRETIEN POUR LES ACTEURS DU NIVEAU DES INSTITUTIONS ET  
DEPARTEMENTS MINISTERIELS CLES EN CHARGE DES INTERVENTIONS DIRECTES  
ET OU SENSIBLES A LA NUTRITION

(SANTE-EDUCATION-AGRICULTURE-HYDRAULIQUE-ENVIRONNEMENT, Agences du  
SNU ; ONG ; OSC)

Date de visite : Jour.....Mois.....Année

Nom Prénom de l'enquêteur :

*Note introductive :*

Le collectif TUN, **réseau de la société civile** pour le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) au Niger plaide pour la prise en compte de la nutrition dans l'allocation des ressources et son renforcement dans les politiques publiques.

Pour développer un plaidoyer efficace en faveur de la nutrition au Niger au terme des « Objectifs du Millénaire pour le Développement » (OMD), et à l'aube des « Objectifs pour le Développement Durable » de l'après 2015, le collectif TUN, parrainé par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le REACH (UNICEF, FAO, PAM, OMS), conduit la présente étude afin d'analyser le niveau de cohérence des politiques nationales de développement en matière de lutte contre la malnutrition au Niger.

Pour ce faire, le présent questionnaire est adressé à certains secteurs et acteurs identifiés comme clés dans la promotion de la nutrition.

Les réponses que vous nous donnerez permettront au collectif de conduire le plaidoyer pour un financement conséquent de la nutrition à tous les niveaux, sa prise en compte dans les différentes politiques de développement et une meilleure coordination et collaboration des interventions et des intervenants.

Le collectif TUN vous remercie d'avance pour le temps que vous lui accordez

**1. INSTITUTION (Préciser): Ministère- Agence du Système des nations Unies- ONG- Autres**

**II. Personne interrogée :**

Fonction:.....

Contact email/téléphone-----

Nom:-----

(facultatif)

**III.**

**Quelles sont les principaux documents de référence pour votre secteur/domaine d'intervention ?**

**1. Politiques (Citer les documents de politiques éventuels) : (Demandez à en recevoir un exemplaire de chaque) Législation/redevabilité :**

2-

3-

ॐ **NON APPLICABLE :**

ॐ **VALIDITÉ DU DOCUMENT**  **ADOPTÉ**  **NON ADOPTÉ**

ॐ **PÉRIODE COUVERTE : DE 20... À 20.....**

**3. Stratégies sectorielles/ Plans stratégiques/ Feuilles de route (Demandez à en recevoir un exemplaire)**

1-

2-

3-

ॐ **NON APPLICABLE :**

ॐ **A L'ÉCHELLE NATIONAL :**   **PILOTE**

ॐ **PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE :**

ॐ **CADRES DE CONCERTATION**

**Programme et activités liés à la nutrition**

Quelles sont parmi les interventions ci-dessous celles que vous mettez en œuvre ? (cochez)

<b>Interventions spécifiques en nutrition</b>
❖ Santé de l'adolescent et nutrition avant la grossesse..... <input type="checkbox"/>
❖ Supplémentation nutritionnelle de la mère..... <input type="checkbox"/>
❖ Supplémentation en micronutriment ou fortification..... <input type="checkbox"/>
❖ Allaitement au sein et alimentation de complément..... <input type="checkbox"/>
❖ Supplémentation nutritionnelle pour les enfants ..... <input type="checkbox"/>
❖ Diversification alimentaire ..... <input type="checkbox"/>
❖ Comportements alimentaires et stimulation..... <input type="checkbox"/>
❖ Traitement de la malnutrition aigue sévère..... <input type="checkbox"/>
❖ Prévention et gestion des maladies..... <input type="checkbox"/>

❖ Interventions nutritionnelles en situation d'urgence...

Renforcement de capacité/Plaidoyer

### V. Programmes et approches sensibles à la nutrition

❖ Agriculture et sécurité alimentaire...

❖ Filets sociaux...

❖ Développement de la petite enfance .....

❖ Santé mentale de la mère .....

❖ Autonomisation des femmes .....

❖ Protection de l'enfant.....

❖ Enseignement en classe .....

❖ Eau et assainissement.....

❖ Services de santé et planification familiale.....

Renforcement de capacité/plaidoyer

Estimez-vous que ces les fonds alloués aux interventions sont suffisantes pour atteindre les objectifs de la politique/ Stratégie/Plan d'action

<input type="checkbox"/> Oui Selon vous ; Quelle part occupe la nutrition dans votre/vos programme (s) <input type="checkbox"/> 1/3 <input type="checkbox"/> 2/3 <input type="checkbox"/> plus de 2/3	<input type="checkbox"/> Non : Selon vous ; Quelle part occupe la nutrition dans le programme <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1/3 <input type="checkbox"/> 2/3	<input type="checkbox"/> Ne ne sait pas
--	---	---

**VI. Les Indicateurs ci-dessous figurent parmi ceux qui sont clés dans le suivi /Evaluation des programmes sensibles à la nutrition. Lesquels orientent vos, PROGRAMMATIONS/ SUIVI/EVALUATIONS ?**

***Y'a-t-il d'autres indicateurs de nutrition que vous utilisez ? (Citer)***

<i>Indicateurs</i>	<i>utilisation</i>	
	<i>OUI</i>	<i>NON</i>
<i>Niveau d'instruction de la mère</i>		
<i>Age médian au premier mariage</i>		
<i>Femmes utilisant une méthode contraceptive</i>		
<i>Indice Synthétique de Fécondité</i>		
<i>Ménage en insécurité alimentaire</i>		
<i>Score de diversification alimentaire</i>		
<i>Accès à l'eau potable</i>		
<i>Lavage des mains</i>		
<i>Accès aux latrines</i>		
<i>Taux de malnutrition</i>		
<i>Allaitement (AME ; AC...)</i>		
<i>Utilisation de service de santé (CPN ; Vaccination...)</i>		
<i>Autres indicateurs (à préciser)</i>		

*VII. Dans Quel (s) autre (s) domaine (s) Quelle (s) action (s) souhaitez-vous ou estimez vous que le collectif TUN doit aussi plaider ?*

*Merci pour votre contribution*

---

i Consensus de Copenhague 2008

ii Source: Adapted from J. Hoddinott, J. A Maluccio, J. R. Behrman, R. Flores, and R. Martorell, Effect of a nutrition intervention during early childhood on economic productivity in Guatemalan adults, *Lancet* 371 (2008): 411–16

iii Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad

